

REPUBLIQUE TOGOLAISE

**APPELER LE 111**

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

30 novembre 2022

ASSEMBLEE NATIONALE :

LES DEPUTES PROTEGENT LES APPRENANTS CONTRE LES VIOLENCES A CARACTERE SEXUEL

Lomé, 30 nov. (ATOP) – La loi portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo a été votée à l'unanimité des députés présents, le mardi 29 novembre à Lomé. C'était lors de la 6^{ème} séance plénière de la 2^{ème} session ordinaire de l'année 2022 présidée par la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tsègan.



Les députés adoptant la loi



La présidente de l'Assemblée nationale

La séance a connu la présence des ministres en charge de l'Action sociale, Mme Adjovi Lolonyo Apedoh-Anakoma, celui en charge des Enseignements primaire, secondaire et technique, Pr Komla Dodzi Kokoroko et de celui en charge des Droits de l'homme, porte parole du gouvernement, Christian Trimua.

Cette loi porte sur la protection des apprenants, filles et garçons, contre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire, technique et universitaire et dans des ateliers et centres d'apprentissage et de formation professionnelle dans le pays. Elle permettra non seulement de renforcer les mécanismes de prévention de ces actes, mais également de protéger et d'accompagner

les victimes. Cette loi améliore la prévention des violences, apporte une réponse holistique et intégrée aux victimes et lutte contre les grossesses précoces et la déperdition scolaire des filles. Elle comporte 41 articles regroupés en 5 chapitres.

Pour la ministre Apedoh-Anakoma, l'adoption de cette loi vient donc compléter et renforcer les dispositions et les mesures déjà mises en place. Elle a invité tous les acteurs intervenant dans les milieux éducatifs et formation professionnelle, les services compétents à s'approprier cette loi et en faire un bon usage pour soutenir les efforts du gouvernement dans la protection des enfants au Togo. « Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour la vulgarisation et dissémination de cette loi à tous les niveaux pour favoriser son appropriation par toute la population y compris les apprenants eux-mêmes », a-t-elle précisé.

Le ministre Kokoroko a, quant à lui, souligné que les violences à caractère sexuel gangrèment la société et défient les fondamentaux du vivre ensemble. Selon lui, cette politique de lutte contre les violences à caractère sexuel représente une précieuse opportunité pour mobiliser chacun autour d'un travail collectif pour l'intérêt général. « En effet, c'est par l'union des forces de nos concitoyens et des acteurs publics, que nous devons bâtir le ciment d'une école bienveillante de la République ! », a-t-il insisté.

L'adoption de cette loi intervient suite aux constats de violences à caractères sexuels enregistrés avec regret en milieu scolaire. De nombreuses jeunes filles quittent les bancs pour cause de grossesses. 4.841 grossesses ont été enregistrées de 2018 à 2021 sur l'ensemble du territoire national. Les cas de violences à caractère sexuel constatés sont entre autres, l'atteinte à l'intimité, l'attouchement sexuel, le harcèlement sexuel, le cyber harcèlement sexuel, la pédophilie et la séquestration. Désormais tout acte sexuel sur une mineure de moins de 16 ans est passible d'emprisonnement et du paiement des amendes.

A l'ordre du jour de cette 6^{ème} séance plénière, il était inscrit l'adoption de deux projets de loi. Compte tenu de l'intérêt suscité par le premier projet de loi, le second portant sur le statut de la zone franche dans le secteur du textile et de l'habillement a été reporté sur le mercredi 30 novembre.

ATOP/OAF/KYA

ECHOS DE LA CAPITALE

UN PANEL SUR LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE CLOTURE L'EDITION 2022 DE AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

Lomé, 30 nov. (ATOP) - L'édition 2022 de Africa financial industry summit (AFIS) a pris fin le mardi 29 novembre à Lomé avec un dernier panel consacré au « Nouvel ordre économique : comment une réforme systémique à l'échelle mondiale pourrait-elle bénéficier à l'Afrique ? »

Ce panel a regroupé des gouverneurs des banques centrales notamment le gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) Jean-Claude Kassi Brou, John Rwangombwa, gouverneur de la banque nationale du Rwanda, Carlos Lopes, professeur à l'université de Cape Town et Sciences-Po Paris, Dr. Ernest Addison, gouverneur de Bank of Ghana, Frederic Maury, directeur général délégué Events.

Les discussions ont tourné autour de plusieurs points notamment la gouvernance économique mondiale, la croissance africaine, les dangers d'un dollar fort, le fintech et les

cryptomonnaies, les changements climatiques et les ressources énergétiques du continent.



Pour M. John Rwangombwa, « L'ordre mondiale a changé. Nous demandons aux grandes institutions de nous aider à faire face aux grands défis. Les africains doivent aussi mettre en place des mécanismes pour faire face aux défis ».

Cette rencontre de deux jours organisée par le groupe Jeune Afrique media avec le soutien de l'IFC (Groupe de la Banque mondiale) a porté sur le thème : « Durable, sans frontière et digitale-Transformer la finance à l'âge de la disruption ». À travers des conférences, des

tables rondes et des ateliers, les acteurs du secteur financier africain ont discuté de plusieurs thématiques d'actualité notamment le financement agricole, l'interconnexion des marchés boursiers, l'intégration des paiements, l'inflation, l'inclusion, les infrastructures, la digitalisation des banques et les cryptomonnaies. Plus de 500 leaders de l'industrie de la finance du continent notamment des dirigeants de banques et de compagnies d'assurances, des acteurs de la fintech, des boursiers et autres responsables d'institutions de développement ont abordé également la relance économique à travers le développement d'une industrie financière compétitive, innovante, inclusive et durable.

Le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux en présence des membres du gouvernement et plusieurs personnalités. ATOP/AJA/BA

AFIS 2022 :

LE RAPPORT SUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE EN AFRIQUE DE L'OUEST PRESENTE A LA PRESSE

Lomé, 30 nov. (ATOP) - « Le financement du commerce en Afrique de l'Ouest », une étude sur la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal a été présenté, le mardi 29 novembre à Lomé, à la presse en marge des travaux de l'édition 2022 de Africa financial industry summit (AFIS).

Ce rapport de 63 pages est subdivisé en trois chapitres, notamment le profil commercial des quatre pays de la CEDEAO, le financement du commerce dans ces pays, et l'impact de la réduction du déficit de financement du commerce.

L'étude porte spécifiquement sur ces quatre plus grandes économies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle vise à mieux comprendre les obstacles qui limitent l'offre de services de financement du commerce dans les pays en développement, et à éclairer les débats faisant intervenir un large éventail de parties prenantes au-delà des milieux universitaires.



Mme Louat (au milieu)

« L'étude montre que l'augmentation des financements commerciaux au niveau de la moyenne africaine et un alignement de leur coût sur les normes internationales pourraient accroître les exportations et les importations de marchandises dans les 4 pays de la CEDEAO d'environ 8 %, soit environ 13 milliards de dollars par an », a indiqué Nathalie Louat, directrice du financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement à la Société financière internationale (IFI).

Ce rapport souligne la nécessité d'élargir l'accès aux instruments de financement du commerce, tant traditionnels que nouveaux. « Il s'agit de faire en sorte que le financement du commerce figure en bonne place dans la mise en œuvre de la ZLECAf (zone de libre-échange continentale africaine), de renforcer les capacités des prêteurs locaux, de consolider les relations avec les correspondants bancaires, d'améliorer l'accès des PME et de faciliter le processus décisionnel grâce à des données de meilleure qualité », a relevé Denis Medvedev, directeur de la politique économique et recherche à l'IFI.

« S'il y a de nombreux défis à relever pour réaliser le potentiel de développement du commerce dans ces pays, une contrainte particulièrement s'impose notamment le coût et la faible disponibilité des services de financement du commerce », a précisé l'un des co-rédacteurs du rapport, Alexei Timofte, spécialiste en commerce de l'OMS.

Le commerce est un élément important de l'activité économique en Afrique, équivalant à environ 50% du Produit intérieur brut (PIB) du continent, selon la Banque mondiale. Les quatre plus grandes économies de la CEDEAO, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal, ont échangé pour 208 milliards de dollars de biens et de services en 2021, représentant entre 25% et 63% du PIB.

Ce rapport a été élaboré conjointement par les services de la Société financière internationale (IFI) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sous la direction de Susan Lund, vice-présidente d'IFI pour les questions économiques et d'Anabel Gonzalez, directrice générale adjointe de l'OMC. ATOP/AJA/DHK

LES PARTICIPANTS A AFIS 2022 RECOMMANDENT UNE TRANSFORMATION DU SECTEUR FINANCIER



Lomé, 30 nov. (ATOP) – Pour développer l'industrie financière africaine et faire face à la crise mondiale actuelle, des acteurs financiers ont relevé, le mardi 29 novembre au forum Africa financial industry summit (AFIS), la nécessité de transformer le secteur financier pour le rendre plus accessible aux populations.

« AFIS est un lieu de brassage qui permet aux opérateurs de divers horizons d'échanger et de réfléchir sur comment trouver des solutions idoines pour transformer le secteur financier et le rendre

plus accessible aux populations », a souligné M. Koassi Apélété Ayéna, chef département clientèle de IB bank, une banque togolaise.

M. Alfred Kamokwe du Cameroun, a souligné que l'Afrique est devenue le carrefour de business mondial et l'on ne peut pas faire de business sans parler de finance. C'est pourquoi, dit-il, il sera question de reformer les finances africaines et cette refondation

se passe par des produits fluides, « des produits digitaux qui vont permettre aux petits africains qui se trouvent aux fins fond du village d'avoir accès aux financements ».

Pour le directeur général de Coris Holding, Diakarya Ouattara, les différents panels ont montré le cap de l'autonomisation en Afrique et la disponibilité des institutions financières africaines à accompagner les économies endogènes.

Le directeur général de SUNU groupe, Mohamed Lamine Bah, recommande une production locale au regard des conséquences de la crise Ukrainienne. Pour lui, « il faut donc industrialiser l'Afrique et les business-model sont en train de se transformer grâce à ces crises ». D'après M. Bah, au-delà des effets négatifs occasionnés par ces crises, elles constituent également des opportunités pour transformer les modèles économiques africains. Cette rencontre, poursuit-il, est une opportunité que les acteurs financiers doivent saisir, car la covid-19 a permis de développer plus le digital. « Cette digitalisation a permis aux assureurs d'avoir accès aux populations qui auparavant étaient inaccessibles pour diffuser leurs produits », a souligné M. Bah.

Le directeur du Fonds de garantie africain, Bendjin Kpeglo, a relevé pour sa part que « ce sommet est une occasion pour eux d'avoir accès à toute les institutions financières panafricaines pour mieux comprendre les freins qu'elles ont dans leurs financements aux PME afin d'améliorer leurs interventions ». « En tant qu'un fonds de garantie qui soutient les PME, nous devons nous assurer que dans notre intervention, tous les risques majeurs liés à la politique, à la guerre ou encore aux autres types de risque pouvant se matérialiser à tout moment. Nous devons nous assurer que notre garantie bénéficie réellement à cette couche fragile de la population », a-t-il souligné.

AFIS est une plateforme visant à favoriser l'émergence d'un secteur panafricain des services financiers. Ce forum de deux jours regroupe des acteurs financiers du continent au tour du thème : « Durable, sans frontière et digitale-Transformer la finance à l'âge de la disruption ». ATOP/BA/AJA

PROMOTION DE L'AGROECOLOGIE EN AFRIQUE DE L'OUEST :

DES ACTEURS ONT REFLECHI SUR LA MISE EN PLACE D'UN CADRE NATIONAL DE CONCERTATION

Lomé, 30 nov. (ATOP) - Des acteurs impliqués dans la résilience au changement climatique ont tenu une réunion les 29 et 30 novembre à Lomé afin de constituer un cadre de concertation nationale pour la promotion de l'agroécologie.



M. Tchakéi Aliou ouvrant les travaux



Des participants

Cette réunion a été initiée par le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural dans le cadre du Programme d'agroécologie (PAE) de la CEDEAO. Elle a bénéficié de l'appui technique et financier de l'Agence française de développement

(AFD), de l'Union européenne (UE) et de la Banque ouest- africaine de développement (BOAD). Elle a regroupé des acteurs agricoles, de la société civile, des délégués des ministères et des partenaires techniques et financiers.

L'objectif est de poser les bases afin de disposer d'un cadre national de concertation pour le développement agroécologique au Togo. Il s'agit aussi, de faire des propositions pertinentes pour une réelle transition des exploitations agricoles familiales vers des pratiques agroécologiques.

Les travaux ont permis aux participants d'échanger, entre autres, sur la transition agroécologique dans les systèmes intensifs de production et la mobilisation des ressources autour de la transition agroécologique. Ils débattront également sur les rôles et responsabilités des organisations socioprofessionnelles et des organisations non gouvernementales dans la promotion de bonnes pratiques d'agroécologie ainsi que sur des plaidoyers de politiques publiques orientées vers la transition agroécologique.

L'attaché de cabinet du ministre en charge de l'Agriculture, Tchakéi Aliou a relevé que « les systèmes de production agricoles sont confrontés aux effets des changements climatiques, notamment l'irrégularité des pluies, les sécheresses, les inondations ». Face à cette réalité, a-t-il dit, il est impératif de changer de stratégie en adoptant des modes de productions durables avec des pratiques et actions plus respectueuses de l'environnement.

La directrice de l'Agence française de développement (AFD) au Togo, Mme Bouabdallah Zolika a indiqué que cet atelier se veut la promotion et la vulgarisation de l'agroécologie dans le pays. Elle a signifié que l'agroécologie est aussi le développement économique, l'accompagnement de la croissance des exploitations par des techniques d'expertise.

Le correspondant national de programme agroécologie de la CEDEAO, Kpadénou Anani Kodjogan a affirmé que face aux effets des changements climatiques et les perturbations sur les systèmes d'approvisionnement en intrants, il est important de repenser à l'ensemble du système de production pour la protection de l'environnement. ATOP/ KN/MG

PROMOTION DE L'EMPLOYABILITE DES JEUNES : **PROJET PAEIJ-SP EVALUE**

Lomé 30 nov. (ATOP) - Le projet d'appui à employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP) a été évalué du 29 au 30 novembre à Lomé.

L'objectif de cette démarche est de valider les rapports du projet et de capitaliser ses acquis. Il s'agit aussi de recueillir l'appréciation des autres acteurs évoluant dans le même secteur en vue de disposer des propos consensuels et scientifiquement soutenus pour pouvoir servir de repères dans la mise en œuvre des projets futurs.

Confié au cabinet centre d'étude, de formation et de conseil en développement (CEFCOD) et ADA consulting Africa, cette étude menée durant 3 mois a pris en compte la pertinence, l'efficacité, la cohérence, l'efficacité, les effets et la durabilité du projet.



L'expert Sanvee appréciant le projet

Le directeur du cabinet ADA consulting, Célestin Ayao Sanvee a affirmé que l'étude menée par leurs cabinets a concerné entre autres une analyse comparative du projet PAEIJ- SP d'avec les cadres mondiaux, ceux du continent africain et nationaux. « Nous avons constaté que le projet est sur le plan international aligné sur les ODD 1,2,4,8,9 et 17. Il est également sur le plan national en phase avec la feuille de route gouvernementale 2020-2025, le PND, et d'autres politiques notamment la politique de la promotion de l'agriculture et de l'équité genre » a confié M. Sanvee. Il a ajouté qu'en juin 2022, 95% des projets ont été réalisés avec 84% du budget alloué au projet. M. Sanvee a affirmé que globalement, la stratégie adoptée au cours de la réalisation de ce projet mérite d'être capitalisée et vulgarisée.



Vue partielle des participants

locales améliorées et les petits ruminants pour la filière animale. Son activité porte sur l'identification et l'accompagnement des entreprises structurantes de taille moyenne disposant de projet concrets et bancables. ATOP/MG/KYA

La rencontre d'évaluation a connu la participation d'une soixantaine d'acteurs impliqués directement ou non dans la mise en œuvre du projet tel que les délégués des institutions financières, les PME/PMI promues par le PAEIJ-SP, les ONG partenaires, l'ANADEB et l'INSEED.

Débuté en juin 2016, le projet PAEIJ-SP prend fin en décembre 2022. Il a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'entrepreneuriat agricole. Il couvre cinq filières agricoles notamment le maïs, le manioc et le soja pour ce qui concerne la filaire végétale puis les poules

EAMAU :

REMISE DE DIPLOMES AUX ETUDIANTS TOGOLAIS EN MASTER ET LICENCE DES ANNEES 2008, 2013 A 2021

Lomé, 30 nov. (ATOP) – Les étudiants togolais de l'Ecole africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU) ayant fini leur parcours en master et licence des années 2008, 2013 à 2021 ont reçu, le mardi 29 novembre à Lomé, leur diplôme de fin d'étude, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof. Majesté Ihou Wateba.

Deux cent trente-sept diplômes ont été remis à près de deux cent récipiendaires togolais dans trois filières, à savoir l'architecture, l'urbanisme et la gestion urbaine. Cette cérémonie de remise de diplômes est une initiative du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en collaboration avec l'EAMAU. Elle marque et scelle les parcours, distingue les efforts et les sacrifices consentis des années de durs labeurs et de détermination à la poursuite d'objectifs, de vision et d'aspiration. Elle constitue également une célébration des acteurs confirmés de l'aménagement de l'espace. Il s'agit par cette cérémonie, de célébrer les concepteurs et bâtisseurs formés et aboutis, agissant pour le mieux-être continu de l'homme, de la communauté et de la nation.

Le ministre Ihou Wateba a indiqué que l'architecture fait partie des métiers prioritaires inscrites au rang de ceux qu'il faut galvaniser, encourager et pour lesquels le gouvernement togolais accorde une importance capitale. « Le monde entier traverse des défis et challenges. Au nombre de ces défis on peut citer quatre, notamment les questions

de défis énergétiques ; notre capacité à faire de la conversion numérique, les défis environnementaux, les problèmes sanitaires et alimentaires. EAMAU est une école qui peut se positionner dans la résolution d'au moins deux défis, à savoir celui énergétique et celui environnemental », a expliqué le ministre.



Le ministre Ihou Wateba remettant un diplôme à une lauréate



L'assistance

Le directeur général de l'EAMAU, Dr. Moussa Bembélé a invité les récipiendaires à la persévérance et au travail bien fait dans leurs domaines respectifs. Il les a exhortés au renforcement de partenariats pour des coopérations fructueuses, tout en permettant la valorisation et la préservation des professions des nouveaux métiers de l'architecture, en vue de l'amélioration du cadre de vie des populations des pays africains. « Ce sont des diplômés qui travaillent déjà auprès des professionnels, même dans l'administration et surtout dans les collectivités décentralisées. Nous souhaitons qu'ils continuent à faire ce qu'ils ont appris à l'EAMAU comme profession, c'est-à-dire la planification la conception et c'est ce qui doit faire développer nos villes. Ces jeunes sont formés pour réfléchir, anticiper et planifier les villes et les édifices humains », a souhaité le directeur.

La cérémonie s'est également déroulée en présence du directeur de cabinet du ministre délégué chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, Kossi Ikélé Assédi, du vice-président de l'Ordre national des architectes du Togo (ONAT), Edah Vaast.

La création de l'EAMAU remonte en 1975. Elle a pour objectif de former des professionnels capables de maîtriser les enjeux de l'urbanisation galopante des villes africaines. Depuis son démarrage en 1976, l'EAMAU ne cesse de faire des réformes, en vue de répondre aux attentes d'accompagnement des pays africains. Les missions de cette école depuis sa création se déclinent en une formation initiale des professionnels dans les domaines de l'architecture et de la gestion urbaine et de l'urbanisme ; en une expertise de haut niveau des projets d'envergure et en recherche dans les domaines de l'architecture et de la ville. ATOP/AR/KYA

NOUVELLES DES PREFECTURES

KLOTO/GESTION DE LA MIGRATION :

DES ACTEURS DES COLLECTIVITES LOCALES ET CADRES DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE RENFORCENT LEURS CAPACITES

Kpalimé, 30 nov. (ATOP) - Des acteurs des collectivités locales notamment les planificateurs, les maires et les secrétaires généraux ainsi que des cadres du ministère de

la Fonction publique, du travail et du dialogue social renforcent, les 29 et 30 novembre à Kpalimé, leurs capacités en gestion de la migration.



Officiels et participants

Initiée par le ministère en charge de la Fonction publique à travers la direction générale de l'Emploi, cette formation est financée par le bureau de la Population des réfugiés et des migrations (PRM) du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Il est exécuté par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'objectif est de contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance et de la gestion des migrations au Togo à travers le renforcement des capacités des acteurs locaux. Il s'agit aussi d'améliorer les connaissances des participants sur le cadre

légal, juridique et institutionnel de la migration internationale et au niveau national ; d'échanger sur les enjeux et risques de la migration irrégulière, les pistes alternatives à la migration et les options pour une migration régulière.

Les participants sont outillés, entre autres, sur les fondamentaux d'une bonne gouvernance et gestion des migrations ; la migration de main d'œuvre au Togo : enjeux et défis ; migration et développement, gestion des Togolais à l'extérieur : dispositifs et perspectives.

Outre la théorie, les participants ont fait aussi des pratiques sur des études de cas, des exercices de jeux de rôle et des travaux de groupes.

Le directeur général de la Fonction publique, Bassowa Tchatcha a fait cas des conditions illégales et inadéquates dans lesquelles les migrants africains partent, et qui les exposent à des risques d'où les drames enregistrés dans la Méditerranée. Il a rappelé les initiatives prises par le gouvernement pour minimiser les effets néfastes de la migration et en faire un facteur de développement.

Le représentant du directeur général de l'Emploi, Kpékou Sémenyo Anani a souligné que la prise en compte des mesures prises par le gouvernement sur les plans stratégiques, juridiques, institutionnel, pour mieux capitaliser les bienfaits de la migration légale dans l'exécution des projets, constitue un gage pour la protection des travailleurs migrants à travers le respect de leurs droits dans les pays de départ, de transit et d'arrivée. Aussi, a-t-il invité, les responsables des collectivités locales surtout les chargés de planification à jouer leur rôle pour la concrétisation de ces mesures.

La chargée de programme à l'OIM, Mme Ankou Yawavi, a souhaité que les échanges aident à comprendre au mieux ces questions et à s'y engager pour une bonne gestion de la migration dans leurs différentes communautés. ATOP/AYH/BA

LA JEUNE CHAMBRE INTERNATIONALE DE KPALIME RENAIT SOUS LE NOM "TSITSATSE"

Kpalimé, 30 nov. (ATOP) - La Jeune chambre internationale de Kpalimé, dissous pour cause de disfonctionnement, renaît sous le nom de Tsitsatsè au cours d'une assemblée générale constitutive le samedi 26 novembre à Kpalimé.

L'assemblée a été marquée par la présentation des rapports des activités effectuées de mars à novembre 2022, suivi de l'étude et de l'adoption des statuts et règlement intérieur ; de l'étude et l'adoption du budget, du plan d'action et du calendrier

des activités de 2023. Les membres ont également suivi une communication autour du thème « Le nouveau JCI ».

A l'issus des échanges, un nouveau bureau de quatre membres a été mis sur pied dirigé par M. Sylvain Améwou, président local pour un an. Des nominations se feront prochainement pour les postes vacants.

Cette organisation locale aura pour mission d'œuvrer pour le plein épanouissement de la personne humaine ; de diffuser et de promouvoir les idéaux et objectifs de la Jeunes chambre internationale (JCI) ; de susciter la prise de conscience et l'acceptation des responsabilités civiques, de faire participer les membres aux programmes de formation au sein de l'Organisation locale, nationale ou internationale afin de développer leurs qualités de dirigeants ; de participer aux travaux de planification et d'exécution des programmes favorisant le développement de l'individu et de la communauté et cultiver la compréhension entre les peuples et la fraternité humaine.

Préfet de Koto, Assan Koku Bertin a invité les jeunes à s'approprier toutes les initiatives entreprises par les autorités du pays. « C'est en ce sens que les projets initiés par le gouvernement porteront des fruits demain » a-t-il précisé. Pour le préfet, la jeune chambre, est un cadre de formation, d'encadrement de la jeunesse.

Le maire de Kloti 1, Winny Yawo Dogbatsè a rassuré les uns et les autres de la volonté de la commune à les aider pour qu'ensemble ils insufflent une dynamique dans la ville de Kpalimé.

Le président de la JCI Lomé Flamboyant, Olivier Koffi Loly Tsitsatsè a annoncé que le mandat 2023 est placé sous le thème : « Act to impact » (agir pour impacter) la commune de Kpalimé surtout les jeunes. ATOP/AYH/MG

PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT ET MAINTIEN DE LA PAIX :
UNE TABLE RONDE SUR LES BIENFAITS DU DIALOGUE CIVILO-MILITAIRE A
SOKODE



Les participants aux travaux
(CPEV-MP) au Togo et dans les

Le bureau élu et les autres membres de la JCI

Sokodé, 30 nov. (ATOP) – Une table ronde sur les bienfaits du dialogue civilo-militaire pour une meilleure participation des populations au renforcement du système d’alerte précoce s’est tenue le mardi 29 novembre à Sokodé.

Cette activité est portée par le Réseau paix et sécurité pour les femmes dans l'espace CEDEAO (REPSFECO)-Togo, avec l'appui du Programme des nations pour le développement (PNUD). Elle s'inscrit dans le cadre de son « *Projet de Campagne pour la prévention de l'extrémisme violent et le maintien de la paix*

L'objectif est de créer un cadre d'interaction pacifique et dynamique entre la population civile à la base et les forces de l'ordre en insistant sur le rôle des femmes et des jeunes en civil et en uniforme vis-à-vis du système d'alerte précoce et de renseignement sur les actes d'extrémisme violent au Togo. Spécifiquement, il s'est agi de permettre à dix-neuf leaders communautaires (jeunes et femmes membres /responsables d'une organisation à la base) et six acteurs en uniforme de se concerter sur l'importance de l'incidence de leur bonne interaction sur le système d'alerte précoce sur les actes d'extrémisme violent.

Les participants ont suivi la présentation de deux panels. Le premier panel a porté sur le système d'alerte précoce et de prévention des situations de crises au Togo et le rôle des acteurs locaux. Un second panel de discussion a été organisé sur le thème « *Incidence de la bonne interaction entre les jeunes et femmes en civil et en uniforme sur le renforcement du système d'alerte précoce et de prévention des situations de crises* ».

Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Daro Ouro-Akondo a salué ce projet qui vient appuyer les actions urgentes prises par le gouvernement et ses partenaires dans le contexte de la dégradation de la situation sécuritaire, notamment au nord du pays avec ses conséquences sur les populations surtout sur les femmes et les enfants.

La présidente du REPSFECO-Togo, Mme Agouké Jeannine a fait savoir que cette table ronde s'inscrit dans la suite de la campagne des organisations féminines pour la paix dans la sous-région, spécifiquement dans les quinze pays de la CEDEAO. Elle a souligné que « *la finalité est de rendre proactifs les acteurs en civil et en uniforme, notamment les jeunes et femmes sur l'identification et la résolution des facteurs d'insécurité/ de déstabilisation dans leur communauté* ». Il est aussi question de faciliter le rôle des comités d'alerte rapide et de prévention des situations de crise dans la région Centrale, a-t-elle ajouté.

La coordinatrice régionale de REPSFECO-Togo, Mme Gnofam Mayi a notifié qu'à l'issue de ce dialogue « *des leçons seront tirées sur les bienfaits du fonctionnement du système d'alerte précoce mis en place au Togo* ». Elle a ajouté que des recommandations seront également formulées à l'endroit des différents acteurs et feront objet de plaidoyer auprès de ces derniers.

Le projet CPEV-MP au Togo et dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest entend conscientiser les populations sur les problématiques sécuritaires dans la région ouest-africaine en vue du renforcement du système d'alerte précoce et de renseignement. Le projet veut également encourager et mobiliser les acteurs politiques, sociaux et communautaires à plus d'engagement en faveur de la paix et dans l'exécution des résolutions, notamment la résolution 1325 relative à la participation des femmes.

ATOP/MEK/AJA

TONE/ PROMOTION DU VIVRE ENSEMBLE :

UNE JOURNÉE INTERCULTURELLE A DAPAONG POUR RENFORCER LES LIENS ENTRE LES COMMUNAUTÉS A LA BASE

Dapaong, 30 nov. (ATOP) - Vingt-cinq leaders communautaires, notamment les responsables des CVD, chefs traditionnels, représentants des associations de femmes et de jeunes togolais et ceux des communautés étrangères ont pris part à une rencontre interculturelle, le mardi 29 novembre à Dapaong.

Cette journée est initiée par le Réseau paix et sécurité pour les femmes dans l'espace CEDEAO (REPSFECO)-Togo, avec l'appui du Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Elle s'inscrit dans le cadre du « *Projet de campagne pour*

la prévention de l'extrémisme violent et le maintien de la paix (CPEV-MP) au Togo et dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ». Ce projet vient appuyer les actions d'urgence prise par le gouvernement et ses partenaires. Il entend conscientiser les populations sur les problématiques sécuritaires dans la région ouest-africaine en vue du renforcement du système d'alerte précoce et de renseignement. Le projet veut également encourager et mobiliser les acteurs politiques, sociaux et communautaires à plus d'engagement en faveur de la paix et dans la mise en œuvre des résolutions, notamment la R1325 relative à la participation des femmes.

Cette rencontre interculturelle est l'une des activités prévues pour l'atteinte de ces objectifs. Elle a permis de sensibiliser les leaders communautaires autochtones et les représentants des communautés étrangères sur la culture du vivre ensemble, la paix, et la résolution des dissensions communautaires entre autres.

Les parties prenantes ont suivi une présentation du concept « Ubuntu » de l'ancien président de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela et du célèbre évêque de cette nation, Desmond Tutu. Ubuntu veut

dire « Je suis parce ce que tu es ». Ce concept est axé sur l'attention qu'un être humain doit porter à son prochain : la gentillesse, la courtoisie, la considération, et la bienveillance mutuelle. Les participants ont aussi échangé sur le brassage interculturel pour la préservation et la consolidation de la paix au Togo et dans le Sahel. Ils se sont engagés, entre autres, à proscrire les actes de violence au niveau communautaire et à résoudre tout conflit par le dialogue car ils peuvent constituer des facteurs incitatifs à l'avènement de l'extrémisme violent.

Selon la trésorière générale du REPSFECO-Togo, Mme Adidjatou Pounpouni, « *les conflits intercommunautaires, ajoutés aux incessantes attaques terroristes entraînent actuellement beaucoup de massacres* ». Dans ce contexte, dit-elle, que « *les femmes, les jeunes et les enfants sont les cibles les plus fragiles et susceptibles de succomber dans des violences sexuelles, des embuscades, des prises d'otages* ». Pour Mme Pounpouni « *c'est une situation complexe qui pourrait susciter des révoltes et amplifier l'extrémisme violent ou le terrorisme au sein des communautés* ». Elle a exhorté les participants à faire efficacement le relai auprès des populations pour le maintien de la paix et la cohésion sociale au Togo. ATOP/GS/MEK



Les participants

TONE/FABRICATION DE PAIN DE SAVON LOCAL :

DES MEMBRES DES SOCIETES COOPERATIVES SIMPLIFIEES EN FORMATION

Dapaong, 30 nov. (ATOP) – Des membres de quinze sociétés coopératives simplifiées (SCOOPS) opérant dans le maraîchage, agriculture et élevage dans les communautés villageoises de Kountone (Tone1), Natchéme (Tône 3) et de Tchabigou (Tône 4) se forment, du 21 au 26 novembre en fabrication du pain de savon local appelé « Amaamadi ».

Cette formation, à l'actif de SOS Villages d'Enfants Programme de Dapaong, s'inscrit dans le cadre de la réaffectation des fonds du projet « communautés résilientes à la Covid-19 » (CR- Covid-19). Ce projet a pour ambition de réduire les vulnérabilités induites par la pandémie sur les couches des communautés précitées de la préfecture de Tône.

L'objectif est de renforcer les capacités des membres des SCOOPS des trois communautés villageoises majoritairement des femmes sur la fabrication du pain de savon local. Ceci leur permettra de diversifier leurs activités économiques. Dans chaque communauté villageoise, la formation dure deux jours. Elle est assurée par le cabinet « Biova Business corporation » spécialisé dans la fabrication de différents types de savons et se déroule en deux phases. La première (théorique) a consisté à montrer aux participants les différents éléments entrant dans la composition des savons tels que la soude caustique, l'huile palmiste, le miel, les vitamines A, C, E, l'huile de neem. La seconde (pratique), elle est centrée sur la composition des savons et la prise de mesures au niveau des compositions et dans les plateaux.



M. Agokpo montrant les différents ingrédients

Le responsable du cabinet « Biova Business corporation », Agokpo Koffi Biova, formateur a entretenu les délégués sur cinq modules. Il s'agit de savon simple de lessive de 100 F, de 250 F, savon citron-miel, savon antiseptique, savon curcuma-carotte. M. Agokpo a révélé qu' « au premier jour, lors de la théorie, les participants somnolaient, mais au second jour à la phase pratique, ils ne veulent même pas qu'on s'arrête. J'ai constaté qu'ils sont vraiment intéressés et motivés ».

Dans chaque communauté village, SOS Villages d'Enfants Programme de Dapaong a offert des kits de fabrication du savon pour aider ces SCOOPS à démarrer leurs activités en toute quiétude. Ces kits sont composés entre autres, de 7 bidons d'huile palmiste de 25 litres, 3 sacs de soude caustique de 25 kg, 3 litres de miel, 3 litres d'huile de neem, 4 boîtes d'huile antiseptique. Le don est également constitué de 7 litres de silicate, 7 litres de Glycérine, 7 rouleaux de plastique de saponification, une balance de 20 kg, une table de coupure et 26 plateaux de saponification.

Les animateurs de SOS Villages d'Enfants de Dapaong dans ces communautés villageoises ont encouragé les bénéficiaires à capitaliser les acquis de cette formation, à faire la restitution, à fabriquer du savon et à le vendre pour sortir de la pauvreté.

ATOP/BBG/BV

HAHO/PRISE EN COMPTE DU CONCEPT GENRE DANS LES PROGRAMMES ET PROJETS

LES CADRES DU MERF OUTILLES

Notse, 30 nov. (ATOP) – Les directeurs et les cadres de planification et de suivi-évaluation du ministère de l'Environnement et des ressources forestières (MERF) se forment sur la prise en compte du concept genre dans les programmes et projets dudit ministère du 28 novembre au 1^{er} décembre à Notsè.

Cette formation est une initiative de la Cellule focal genre du ministère de l'Environnement et des ressources forestières. Elle a pour objectif d'impliquer davantage les participants dans le concept genres, afin de leur permettre d'en prendre compte dans les politiques et programmes publics de leur ministère.

Les participants auront à explorer le concept genre et ses modules opérationnels ; le genre dans les projets et programmes publics et la planification sensible dans les

projets liés à l'environnement et aux ressources forestières pour maîtriser les critères d'évaluation des analyses. La prise en compte du concept genre dans les politiques sectorielles et l'importance d'une cellule focale au sein du ministère a également fait sujet de discussion.



Les participants

forestière, Dimizou Koffi Aoufoh ont convié les participants à une écoute attentive des différents modules afin de répondre à l'attente du gouvernement dans sa politique de redynamisation du secteur de l'environnement. ATOP/YM/MG

La formatrice Noviekou Da-do, a indiqué que la prise en compte du concept genre permet aux participants de maîtriser le rôle de chaque acteur dans la réalisation des projets et programmes « l'adéquation entre les hommes et les femmes animent la vie du ministère » a-t-elle insisté. Selon elle, l'approche genre suppose la considération des différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes et les relations qui existent entre eux.

Le préfet de Haho Tchangani Awo et le secrétaire général du ministère de l'Environnement et des Ressources

forestière, Dimizou Koffi Aoufoh ont convié les participants à une écoute attentive des différents modules afin de répondre à l'attente du gouvernement dans sa politique de redynamisation du secteur de l'environnement. ATOP/YM/MG

ENVIRONNEMENT

LA CAMPAGNE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE VEGETATION LANCEE A ASRAMA

Notse, 30 nov. (ATOP) - Le secrétaire général du ministère en charge de l'Environnement, Dimizou Koffi Aoufoh a lancé officiellement la campagne nationale 2022-2023 de lutte contre les feux de végétation, le mardi 29 novembre à Asrama dans la commune Haho 2.

Cette manifestation s'inscrit dans les perceptions du gouvernement de réglementer les feux de brousse. Ces pratiques consistent à brûler des parcelles débroussaillées ou non, afin de détruire la flore et préparer le terrain pour les cultures et les semis. Les feux précoces ont commencé le 29 novembre sur toute l'étendue du territoire. Ils prendront fin le 31 décembre pour le septentrion et le 15 janvier pour les régions Maritime et des Plateaux.

La cérémonie de lancement a été marquée par la prestation des groupes de sketch « Novissi », de slam et folkloriques qui ont sensibilisé les populations sur les méfaits des feux de végétation incontrôlés. Un comité villageois de lutte contre les feux de végétation a été également mis en place. Il est chargé d'organiser des causeries débats et des émissions radiophoniques pour poursuivre la sensibilisation. La visite d'un pare-feu aménagé à Asrama a été faite lors de cette activité.

Le secrétaire général a déclaré que « les feux de végétation incontrôlés constituent des facteurs de régression des écosystèmes forestiers et la cause de disparition des



Debut de la campagne observé à Asrama

graines d'espèces végétales. Ils entraînent la réduction des matières organiques et amorcent le processus d'érosion des sols ». Il a exhorté les acteurs à contribuer à la réalisation des pare-feux autour des plantations forestières et des flancs des montagnes.

Le directeur régional de l'Environnement et des ressources forestières des Plateaux, Cdt Ouro-Bang'na Solizama a appelé les populations à soutenir cette initiative de prévention et de gestion des feux de végétation en adoptant des pratiques des feux précoces et évitant des incendies volontaires. Il a convié les acteurs locaux, ONG et associations à une mobilisation pour la réussite de la campagne 2022-2023.

ATOP/YM/BV

LA « PHARMACIE ZENITH » A OUVERT SES PORTES A ANIE



Vue de face de la pharmacie Zenith

Anié, 30 nov. (ATOP)-Une nouvelle pharmacie, dénommée « Pharmacie Zénith » a ouvert ses portes le mardi 29 novembre à Anié.

La cérémonie inaugurale s'est déroulée en présence du ministre délégué, chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, Eké Kokou Hodin, des autorités locales, des responsables des services déconcentrés de l'Etat, des membres de différentes organisations de pharmacies.

Selon le promoteur, Dr Soglahoun Kossi Louis, cette initiative d'ouvrir une pharmacie à Anié vient d'une étude qui a

révélé le besoin en médicaments de la population et du souci de soulager les patients. Le promoteur a souligné qu'à travers cette pharmacie, il entend satisfaire tous les patients en médicaments afin qu'ils puissent retrouver leur santé. « La santé est primordiale et nous avons voulu éviter à cette population de parcourir de longues distances avec tous les risques possibles pour se procurer des produits », a-t-il poursuivi.

Dr Soglahoun exhorte la population de l'Anié à faire confiance à la pharmacie, à arrêter l'automédication, l'usage des médicaments de la rue qui nuisent à la santé. Le promoteur invite la population à se procurer des produits à la pharmacie Zénith qui dispose des produits de toute gamme et pour toutes les classes sociales.

Le promoteur envisage passer par des sensibilisations, des émissions radiophoniques sur les antennes de la radio communautaire « Radio Azur » pour amener la population de l'Anié à s'intéresser aux produits pharmaceutiques en matière de santé. « Le traitement curatif est bien mais nous préférons la prévention. Cette prévention passera par de multiples sensibilisations, des sessions de dépistages des maladies non transmissibles (Hypertension, Diabète, etc.) et des maladies transmissibles » a-t-il indiqué.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Anié, Adékédéou N'zonou a affirmé que l'ouverture de pharmacie s'inscrit dans la droite ligne de la politique du chef de l'Etat en matière de santé de la population. D'autres autorités locales ont félicité cette initiative qui vient à point nommé mettre fin aux angoisses des parents des malades et aux courses folles pour s'approvisionner en médicament. Ils ont exprimé leur gratitude à tous les acteurs impliqués et surtout au promoteur pour son courage à surmonter les pressions, les obstacles pour arriver à l'accomplissement du projet.

La représentante du président de l'Ordre national des pharmaciens du Togo (ONPT), Dr Douti Kyèb, le représentant de l'Union des pharmaciens du Togo

(UNIPHART) et le représentant de l'Ubiquité pharmaceutique (UBIPHARM) ont réitéré leur disponibilité à accompagner leur confrère dans ce projet tout en invitant les autorités locales et la population de l'Anié à soutenir activement le promoteur en mettant tous les produits à la disposition des habitants de l'Anié.

A la pharmacie Zénith, la population peut bénéficier des conseils en santé, et visiter des espaces dédiés aux produits « Bébé », « Beauté », « Diététique », « Hygiène Bucco-Dentaire », « Vitamines », « Toux et Rhume », « Parasitose », « Digestion », « Anémie », « Douleurs et Fièvre », « Paludisme » et d'autres espaces réservés aux produits contre différentes pathologies.

La pharmacie Zénith promet couvrir tous les besoins en matière de santé en 24h/24 et 7 jours/7. Elle compte servir la population en collaboration avec les autres acteurs de santé de la zone. ATOP/KV/TD

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES :
LA CAMPAGNE DES 16 JOURS DE SENSIBILISATION
DEMARREE

Tsévié, 30 nov. (ATOP) – La campagne annuelle internationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles a démarré le 25 novembre. Elle a été lancée officiellement le mardi 29 novembre à Tsévié par la chargée de programme à Women in Law and development in Africa - Afrique de l'Ouest (WILDAF-AO), Mme San-Tanna Attoh Mathilde.

Cette campagne qui prendra fin le 10 décembre a pour thème : « Tous unis ! L'activisme pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles, c'est l'affaire de tous ! ». Elle est organisée par Women in Law and development in Africa - Afrique de l'Ouest (WILDAF-AO) en partenariat avec les réseaux nationaux et les organisations de la société civile œuvrant pour la défense des droits de la femme.

L'activité a bénéficié du soutien de l'ONG Carrefour international. Elle a pour objectif de sensibiliser les femmes et les filles sur les violences faites à leur égard et les conséquences néfastes du phénomène sur les victimes et sur le développement des communautés. Il s'agit donc de renforcer l'activisme contre ces violences et d'amener la population surtout jeune à s'investir davantage dans la lutte contre ces violences qui constituent une violation des droits de la femme.

ATOP/TKS/BV

PUBLI-REPORTAGE

AUTONOMISATION ECONOMIQUE DE LA JEUNE FILLE-MERE ADOLESCENTE VULNERABLE

L'Association Précieux Trésor de Vie (APTV) a accompagné 100 jeunes filles-mères issues des communes Yoto 1, Yoto 2, Yoto 3, Zio 1, Zio 2, Golfe 1, Golfe 5, Golfe 7 et Agoényivé 5 à travers le projet : « *Autonomisation économique et promotion sociale de la jeune fille-mère adolescente vulnérable* » réalisé de février à novembre 2022 et financé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), par le biais du Fonds de solidarité Francophonie Avec Elles (FAE)

Nombreuses sont ces filles qui abandonnent les classes pour raison de grossesses chaque année. Au Togo, on a enregistré près de 1244 filles qui ont délaissées l'école au cours de l'année scolaire 2020-2021 selon les chiffres donnés par le ministère en charge des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat. Ce phénomène prend de l'ampleur et interpelle plus d'un. Après la grossesse et l'accouchement, les filles mères sont confrontées à la vulnérabilité à laquelle elles doivent faire face, chacune dans son milieu. Ces faits ont amené l'Association Précieux Trésor de Vie à conduire une petite étude de terrain dans certains villages à travers des actions de sensibilisation et d'écoute entre 2015 et 2016. Cette étude reconduite, d'août 2020 à janvier 2021 sous la forme d'un projet pilote intitulé « *DEUXIEME CHANCE-Jeunes filles-mères* », a permis d'outiller et de suivre 37 jeunes filles-mères du Grand Lomé. Le projet « **Autonomisation économique et promotion sociale de la jeune fille-mère adolescente vulnérable** » mis en œuvre cette année, à la suite de ce projet pilote est basé sur deux axes principaux.

Le premier axe vise l'accompagnement de 100 jeunes filles-mères vulnérables pour leur autonomisation économique et sociale, à travers échanges, formations, sensibilisations et accompagnements financiers et sanitaires, suivi-accompagnement technique afin de faciliter la mise en place des Activités Génératrices de Revenus (AGR).



Formation sur la fabrication des sacs



Formation sur la fabrication du savon

Le second axe est tourné vers la prévention des grossesses chez les adolescentes.

Premier axe : sensibilisation, écoute, formations, accompagnement financiers et sanitaire, et suivi-accompagnement

Au total 100 jeunes filles mères ont été formées sur plusieurs thématiques en vue de leur autonomisation financière et sociale. Plus d'une soixantaine de rencontres ont été organisées.

Les formations ont porté entre autres sur le leadership féminin, l'entrepreneuriat, l'éducation financière et le développement d'activités génératrices de revenus.

La formation sur les activités génératrices de revenus (AGR) a pour but de donner un choix multiple aux bénéficiaires dans l'identification de leurs activités entrepreneuriales. Ainsi, les filles ont bénéficié des formations en fabrication de savons, de sacs à base de nattes plastiques, de pommade médicale, de galettes. A cela s'ajoute les formations en restauration et à l'art culinaire.

Les activités endogènes de chaque localité ont été prises en compte durant la phase d'identification des activités et des formations.

Les jeunes filles-mères ont été initiées à l'utilisation de l'outil numérique afin de pouvoir faire la promotion de leurs activités. Il s'agit notamment de la prise de photos attractives de leurs produits à vendre, le tournage des vidéos, l'utilisation de WhatsApp comme plateforme de promotion et de vente de leurs produits.

Pour permettre aux filles mères de travailler ensemble et en synergie; des formations sur la vie en coopérative, le vivre ensemble ont été faites de même que la mise en place des groupements. Pour un meilleur rendement de leurs activités, les filles mères ont reçu la formation en gestion efficace des AGRs.



Formation sur Mind Education

débats ainsi qu'une formation en « *Mind education* » ont été organisées autour de quatre thématiques : « *Projets de vie à court, moyen et long terme* », « *comment se projeter dans l'avenir pour sortir de l'état de précarité actuel ?* », « *la motivation* » et « *le changement de mentalité* » pour les guérir de certaines souffrances cachées et leur permettre de reprendre leur vie en main.

Des rencontres et échanges ciblées avec les enseignants et les parents, ainsi que des sensibilisations sur les comportements à risque, les causes et les conséquences des grossesses des adolescentes en milieux scolaires à l'endroit des élèves ont été organisées dans la préfecture de Yoto où la prévalence des grossesses précoces est la plus élevée.

A travers les formations, les filles mères ont été outillées pour se mettre une activité génératrice de revenus.

Afin de permettre aux filles de s'évaluer et d'être évaluées, de petites subventions test ont été octroyé à chacune d'elle. Des prêts garantis par le projet auprès d'une microfinance, suivront après évaluation.

Pour bien mener, leurs activités sans soucis, et ne pas détourner l'argent des subventions à d'autres fins, les filles mères ont reçu au cours de la période du projet, des kits alimentaires pour les besoins nutritionnels de leurs enfants. Une prise en charge sanitaire avec consultations gynécologiques, des tests préventifs de paludisme pour elles et leurs enfants, et des supplémentations en fer pour tous les enfants, ont été menées. Des sensibilisations ont été organisées sur les maladies transmissibles et non transmissibles (IST, VIH Sida, les hépatites, le cancer...), en santé sexuelle et de reproduction, sur les grossesses précoces et non désirées, sur les moyens de prévention des IST. Ces sensibilisations ont touché les familles des jeunes filles bénéficiaires pour qu'elles offrent un accompagnement moral et psychologique à leurs enfants.

Selon la directrice exécutive de l'APTV, Mme Essivi Mimi Bossou-Soedjede, toutes les formations organisées à l'endroit des filles-mères ont pour but de les accompagner à devenir progressivement autonome économiquement, financièrement et socialement.

Par ailleurs, Essivi Mimi Bossou-Soedjede a fait comprendre que les jeunes filles-mères trainent en elles des blessures intérieures, issues de leurs histoires de vie respectives et de leur situation. Des séances d'écoute individuelle, des causeries



**Sensibilisation des élèves sur les grossesses précoces
en milieu scolaire**

Deuxième axe : la prévention des grossesses chez les adolescentes

Au-delà des formations et des sensibilisations des filles mères, d'autres sensibilisations ont été organisées dans les écoles sur les grossesses précoces en milieu scolaires à l'endroit des élèves et auprès des parents. Un manuel d'éducation sexuelle avec des histoires choisies des filles-mères intégrées a été produit dans le but de mettre l'information à disposition permanente des femmes.

Mme Essivi Mimi BOSSOU-SOEDJEDE, a exprimé sa reconnaissance à l'OIF pour la possibilité qu'elle a donnée à APTV de réaliser ce projet qui, au-delà des activités réalisées pour accompagner les jeunes filles mères adolescentes vulnérables, a été une vraie étude de terrain sur le phénomène des grossesses des adolescentes qui ne cessent de prendre de l'ampleur. *« Les écoutes individuelles, les rencontres d'échanges avec les parents et les leaders locaux ont permis d'identifier de vraies causes sur lesquelles il faut agir. A travers ce projet, nous voulons, dès que les moyens le permettront, aller à un après-projet qui sera de compléter l'étude, en l'élargissant à d'autres régions pour sortir un rapport sur le phénomène des grossesses des adolescentes que nous mettrons à la disposition de qui de droit. Nous retenons également la complexité de sortir les jeunes filles mères de la situation dans laquelle elles se retrouvent, parce qu'en marge d'une autonomisation économique, il faut un vrai travail psychologique de guérison de blessures intérieures et de changement de mentalité, qui d'ailleurs sera la base de la réussite des activités économiques des filles. C'est une nécessité absolue »*, a noté Mme Essivi Mimi BOSSOU-SOEDJEDE.

Les bénéficiaires ont également témoigné leur reconnaissance à l'APTV et l'OIF pour cet accompagnement, qui va changer beaucoup de choses dans leur vie. *« J'ai appris à faire quelque chose et j'en suis fière. Je ne croyais pas pouvoir sortir de cette situation. Maintenant, je me sens heureuse. Aussi les gens vont pouvoir me respecter »*, a confié une bénéficiaire de Yoto.

Pour rappel, le Fonds « *La Francophonie Avec Elles* » a pour objectif de donner aux femmes et aux filles les moyens, en renforçant leur accès au développement économique, à l'éducation, à la santé, et en les protégeant contre toute forme de violence qui les empêche et contraint. Ce dispositif de solidarité finance des actions de terrain menées par des acteurs de l'espace francophone à destination des femmes vulnérables, notamment celles qui se trouvent à l'intersection de plusieurs discriminations (jeunes femmes, femmes âgées, femmes migrantes et réfugiées, filles-mères et mères célibataires, femmes vivant avec le VIH-sida, femmes en situation de handicap, etc.).

NOUVELLES DE L'ETRANGER

COTE D'IVOIRE :

LE PROCES DE L'ATTENTAT TERRORISTE DE GRAND-BASSAM S'OUVRE

Abidjan, (RFI) - Le procès des accusés de l'attentat de Grand-Bassam s'ouvre, ce mercredi 30 novembre, au tribunal criminel d'Abidjan. Les faits remontent au 13 mars 2016, lorsque 19 personnes et 3 militaires ont perdu la vie au cours d'une fusillade survenue dans cette station balnéaire située à une quarantaine de kilomètres à l'est de la capitale ivoirienne. À l'époque, cet attentat avait été revendiqué par les terroristes d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

L'enquête a permis d'interpeller quatre personnes : le chauffeur qui a convoyé les armes, un homme qui a fait le repérage des lieux et deux personnes qui ont hébergé le commando terroriste. Parmi les autres suspects figure Mimi Ould Baba, présenté par la justice ivoirienne comme le commanditaire de cet attentat : ce dernier est en prison au Mali. Il a par ailleurs été inculqué par la justice américaine car il est accusé d'avoir aidé à organiser l'attaque du 15 janvier 2016 contre le café-restaurant « Cappucino » et l'hôtel « Splendid » à Ouagadougou. Il y a aussi Fawaz Ould Check, alias « *Ibrahim 10* », condamné au Mali pour l'attentat du bar-restaurant « La Terrasse ». Et puis il y a aussi Kounta Dallah, présenté comme l'un des cerveaux de l'attentat, toujours en fuite dans le Sahel.

En tout, la justice a inculqué 18 personnes d'« *actes terroristes* », d'« *assassinat* » et de « *détention illégale d'armes* ». Tous ne seront pas présents dans le box des accusés ce mercredi.

PREMIER ATTENTAT TERRORISTE DE L'HISTOIRE DE LA CÔTE D'IVOIRE

Les faits se sont déroulés un dimanche calme, sur la plage de Grand-Bassam, vers 12h30. Avant que ces trois assaillants attaquent la plage prisée et tirent sur la foule, faisant 19 morts le 13 mars 2016, la Côte d'Ivoire se sait depuis des mois dans le viseur des jihadistes. Deux mois plus tôt, une attaque terroriste avait fait 30 morts à Ouagadougou. Abidjan est alors sous haute sécurité, mais les islamistes frappent ailleurs : à 40 km de la capitale.

Aux alentours de 12h30, à l'heure du déjeuner en ce dimanche ensoleillé où amis et familles issues de la classe moyenne aisée ivoirienne et de la communauté expatriée française profitent de la cité balnéaire, classée patrimoine mondial de l'Unesco, soudain, selon les témoins, trois hommes arrivent par la mer à bord d'une pinasse, une embarcation de fortune servant de taxi collectif.

Ils accostent et tirent avec des AK-47 sur tout ceux qu'ils croisent. Parmi la foule, c'est d'abord la stupeur, certains ne fuient pas, croyant entendre des pétards, puis c'est le sauve-qui-peut, et enfin le carnage.

Les terroristes se déchaînent sur les clients des hôtels et les passants qu'ils abattent un par un. Ils passent d'un établissement à l'autre : l'Hôtel du Sud, plus proche de la mer, le Corail Beach et la Paillotte, tous deux côtes à côte un peu plus loin.

Le bain de sang dure au moins quarante-cinq minutes avant l'arrivée des forces spéciales ivoiriennes. Celles-ci sont aujourd'hui critiquées pour leur réaction trop lente. Elles sont appuyées par des blindés, des véhicules équipés de mitrailleuses lourdes et des chasseurs traditionnels dozoz. Ils installent leurs boucliers et tirent sur les islamistes, la fusillade est brève, mais violente : les trois terroristes et trois militaires sont tués.

Parmi les 19 personnes tuées se trouvaient neuf Ivoiriens, quatre Français, un Libanais, une Allemande, une Macédonienne, une Malienne, une Nigériane et une personne non identifiée. Trente-trois autres sont blessées. Parmi les rescapés de cette attaque : Patrick Colin, un Français de 64 ans expatrié à Grand-Bassam et qui est à la tête de l'établissement balnéaire « La Nouvelle Paillotte ». Il se trouvait aux premières loges lorsque les terroristes ont ouvert le feu.

La station balnéaire a mis du temps à se redresser. C'est ce qu'affirme à RFI le gérant d'un hôtel qui dit avoir mis plus d'un an avant de pouvoir relancer ses activités. RFI

À NAIROBI, LE DIALOGUE INTERCONGOLAIS DEMARRE PLUS TARD QUE PREVU

Nairobi, (RFI) - Après avoir été lancés par les chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) lundi, les travaux de Nairobi III pour le dialogue entre Congolais qui devaient commencer le mardi 29 novembre n'ont débuté que mercredi dans la capitale

kényane. Le facilitateur de l'EAC, Uhuru Kenyatta, a appelé les participants à se concentrer sur les solutions.

Lors du premier processus de Nairobi en avril dernier, le M23 avait été convié puis exclu du dialogue. Cette fois, le groupe rebelle n'a pas été invité. Plus de quarante groupes armés de l'est de la République démocratique du Congo sont tout de même représentés à Nairobi ainsi qu'une centaine de délégués de la société civile.

Les travaux n'ont pas pu débiter au moment prévu car plus de 80 représentants de groupes armés et de la société civile des provinces du Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu n'ont atterri à Nairobi que mardi, à la mi-journée. La délégation de Kinshasa, elle, était partiellement arrivée.

Une première session de facilitation a tout de même eu lieu en fin de journée mardi mais les discussions doivent réellement commencer ce mercredi. Les délégués présents vont être répartis en groupes de travail, par province. La liste complète des participants n'est pas encore rendue publique. Pour l'Ituri, trois groupes armés sont présents : la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), le Front patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) et enfin la Coopérative pour le développement du Congo, la Codeco. Cette dernière, l'une des milices les plus meurtrières de la province, a menacé mardi matin de quitter le dialogue, dénonçant des attaques sur ses troupes.

KENYATTA APPELLE LES PARTICIPANTS À SE FOCALISER SUR LES SOLUTIONS

Le Kényan Uhuru Kenyatta, facilitateur de la Communauté de l'Afrique de l'Est pour la RDC, s'est exprimé mercredi devant plus de 200 délégués. Il a commencé par rappeler que ce dialogue était intercongolais et qu'il ne voulait pas entendre parler d'autres pays au cours des discussions. L'ancien président a aussi insisté sur le besoin de se concentrer sur les solutions, et non sur les reproches, lors des échanges ; il a même conclu son discours en invitant les participants à se lever et à serrer la main de leur voisin, ce qu'ils se sont empressés de faire.

Le professeur Serge Tshibangu, mandataire de Kinshasa pour cette discussion, a quant à lui appelé les groupes armés à s'engager sur trois points : en premier lieu cesser les hostilités, puis permettre un accès humanitaire sans entrave, et enfin rejoindre le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des anciens combattants (PDDRC-S), au cœur des échanges cette semaine.

Après cette cession d'introduction, les travaux de dialogue peuvent réellement commencer, à huis clos, avec deux principaux objectifs : obtenir une feuille de route pour ramener la paix dans l'est de la RDC et mettre en œuvre le PDDRC-S. Les discussions doivent officiellement durer jusqu'au samedi 3 décembre mais l'organisation évoque déjà une prolongation.

RFI

AU NIGER, LE DENULEMENT DES POPULATIONS SINISTREES APRES LES INONDATIONS DANS LE SUD-EST

Niamey, (RFI) - La région de Diffa, dans le sud-est du Niger, est toujours confrontée à des inondations record. Depuis le débordement, mi-octobre, de la rivière Komadougou Yobé, située à la frontière entre le Niger et le Nigeria, plusieurs villages sont toujours sous l'eau. La situation humanitaire est critique.

La crue exceptionnelle de la rivière Komadougou Yobé au mois d'octobre a détruit des centaines d'hectares de champs de riz dans le secteur de Diffa, au sud-est du Niger. 2 800 personnes ont été déplacées à la suite des inondations. Aujourd'hui ces familles vivent dans le plus grand dénuement. L'aide humanitaire est insuffisante, selon le chef de mission de Médecins sans frontières au Niger, Adolphe Masudi Okamba. Ce dernier

détaille à RFI la situation très précaire des sinistrés, qui ont été déplacés au niveau d'Assaga, un village « distant de 12 kilomètres » de Diffa.

« Ces déplacés ayant perdu leur maison, ils ont également perdu leurs moyens de subsistance, explique le responsable de MSF. Les hectares, les champs de riz avaient été dévastés par les inondations, mais aussi leurs élevages. Il est donc difficile de chiffrer le montant d'aides qu'il faudra mobiliser. » Adolphe Masudi Okamba pointe aussi les risques sanitaires qui menacent ces habitants : « Si le problème d'hygiène n'est pas bien géré, des maladies peuvent effectivement découler, mais aussi des complications comme le choléra. Et si les jeunes enfants ne se protègent pas contre le froid, des infections respiratoires sont à redouter dans cette période. »

Cet été, le Niger avait déjà été touché par de fortes inondations qui avaient fait plusieurs victimes et plus de 16 000 sinistrés. RFI

LA CORNE DE L'AFRIQUE EST CONFRONTÉE A UNE SECHERESSE SANS PRECEDENT, SELON L'OCHA

Addis-Abeba, (XINHUA) - La Corne de l'Afrique est confrontée à une sécheresse sans précédent avec des conséquences catastrophiques, a prévenu le mardi 29 novembre le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Dans sa dernière mise à jour de la situation de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, l'OCHA a considéré que la situation pourrait encore s'aggraver en raison de la détérioration des conditions météorologiques dans les pays touchés.

"Les communautés de la Corne de l'Afrique sont confrontées à une probable cinquième saison des pluies consécutive insuffisante - les pluies d'octobre à décembre 2022 ayant mal commencé et les prévisions indiquant qu'elles risquent d'être moins abondantes - et pourraient être confrontées à une sixième saison insuffisante entre mars et mai 2023", a indiqué l'OCHA.

L'OCHA a également prévenu que la sécheresse actuelle ferait des ravages dans les communautés touchées et que les besoins augmenteraient.

Dans toute la Corne de l'Afrique, au moins 36,4 millions de personnes seront touchées par la sécheresse la plus prolongée et la plus grave de l'histoire récente au cours des derniers mois de 2022, dont 24,1 millions en Éthiopie, 7,8 millions en Somalie et 4,5 millions au Kenya, selon les chiffres de l'OCHA. XINHUA

SPORTS

MONDIAL 2022 :

20 ANS APRÈS, REVOILÀ LE SÉNÉGAL EN HUITIÈMES

Doha (Cafonline)-Le Sénégal a battu l'Équateur 2-1 lors de son dernier match du Groupe A. Les champions d'Afrique en titre accompagnent les Pays-Bas en huitième de finale. C'est la deuxième fois de leur histoire que les Lions de la Teranga parviennent à franchir le premier tour d'une Coupe du Monde de la FIFA

Équateur 1-2 Sénégal

Buteurs : Caicedo (68e) pour l'Équateur ; Sarr (44e sp) et Koulibaly (70e) pour le Sénégal 20 ans plus tard, revoilà le Sénégal en huitième de finale de la Coupe du Monde.

Le jour du triste deuxième anniversaire de la mort de Papa Bouba Diop, illustre héros de Corée/Japon 2002™, la nouvelle génération de Lions de la Teranga ne pouvait pas livrer meilleur hommage à son regretté milieu de terrain.

Au Stade Khalifa International, la bande à Idrissa Gana Gueye avait un besoin impératif de l'emporter. Compter sur un match nul et une victoire du Qatar sur les Pays-Bas paraissait en effet un peu trop risqué. Ce fut chose faite et dès les premiers instants, le champion d'Afrique en titre a montré qu'il allait mordre dans cette rencontre et chasser à tout prix l'ouverture du score. Si Idrissa Gana Gueye et Boulaye Dia ont eu de belles occasions dans les dix premières minutes, il aura fallu attendre la fin de la première période pour voir les Sénégalais enfin débloquent le score grâce à un penalty provoqué et transformé par Ismaila Sarr.

C'est logiquement un Équateur piqué au vif et décidé à revenir qui s'est présenté sur le terrain au retour des vestiaires. Après s'être placé dans une position plus attentiste en première période, les hommes de Gustavo Alfaro ont été contraints de sortir du bois et de se livrer. Cela a fini par payer puisqu'ils ont obtenu l'égalisation sur corner par Moïses Caicedo mais le Sénégal n'a alors pas tardé à réagir pour reprendre aussitôt les devants (voir ci-dessous). Mis sous pression jusqu'au coup de sifflet final, les Lions de la Teranga n'ont pas flanché et disputeront les huitièmes de finale de Qatar 2022™. L'Équateur, pourtant détenteur de 4 points après deux matches, est quant à lui éliminé.

Le moment clé : la réponse express de Koulibaly à Caicedo

L'ascenseur émotionnel, voilà ce qu'ont expérimenté les 44 569 supporters massés dans l'enceinte du Stade Khalifa International ce soir lorsque Moïses Caicedo a marqué pour l'Équateur. Ça, c'était avant que Kalidou Koulibaly ne remette les siens en tête moins de deux minutes plus tard. Dans ce laps de temps, ce sont les Sud-Américains qui se sont retrouvés en position de qualifiés avant que les Africains ne récupèrent définitivement leur dû. Une réponse du berger à la bergère qui restera dans l'histoire du football sénégalais.

Les chiffres

Et de 10 pour le Sénégal ! Voilà 10 matches que les Lions de la Teranga n'ont plus préservé leur cage en Coupe du Monde de la FIFA™. La seule rencontre de leur histoire où ils n'ont pas concédé de but dans la compétition fut en fait la toute première, remportée contre la France (0-1) en 2002. Malgré le but inscrit par Moïses Caicedo, les Africains s'en sont quand même sortis avec la qualification en poche.

Cela faisait 8 ans que l'Afrique n'avait pas eu le bonheur d'envoyer une équipe en huitième de finale de la Coupe du Monde. Après les qualifications de l'Algérie et du Nigeria à Brésil 2014, aucune sélection du continent n'avait pu s'extraire de la phase de poules lors de Russie 2018.

L'homme du match : Kalidou Koulibaly
Cafonline

COUPE DU MONDE 2022 :

LES IRANIENS ENTONNENT LEUR HYMNE CONTRE LES ÉTATS-UNIS

Doha (Lepoint.fr) -Les joueurs de la « Team Melli » ont entonné sans enthousiasme leur hymne, qu'ils avaient décidé de ne pas chanter face à l'Angleterre.

Les joueurs iraniens ont entonné sans enthousiasme leur hymne national avant la rencontre de la Coupe du monde 2022 contre les États-Unis, mardi 29 novembre à Doha, comme ils l'avaient fait lors de leur deuxième match et contrairement à leur première rencontre. Le choix, décrit comme « collectif » par le capitaine Alireza Jahanbakhsh avant la Coupe du monde, de ne pas chanter lors de leur match d'ouverture face à l'Angleterre,

avait été perçu comme un signe de soutien aux victimes des manifestations durement réprimées dans leur pays.

Cette rencontre Iran-États-Unis revêt un enjeu hautement politique puisque les deux pays n'entretiennent pas de relations diplomatiques et que l'Iran connaît un mouvement de contestation inédit réprimé dans le sang par Téhéran. Sur le plan sportif, l'enjeu est également capital : le vainqueur de cette rencontre sera qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe du monde et le perdant sera éliminé. Juste avant la rencontre, le couple Biden a tweeté son soutien aux joueurs américains : « Nous croyons que nous allons gagner. »

Durant l'hymne, quelques sifflets sont descendus des tribunes du stade al-Thumama, alors que les joueurs sont apparus détendus dans le couloir menant à la pelouse, souriant parfois. Avant la rencontre contre le pays de Galles, jeudi dernier, l'attaquant iranien Mehdi Taremi avait affirmé que les joueurs de la « Team Melli » ne subissaient « aucune pression » après avoir refusé de chanter l'hymne national contre les Anglais. « Je n'aime pas parler de sujets politiques, mais nous ne subissons aucune pression », avait déclaré l'avant-centre du FC Porto.

PLUSIEURS JOUEURS DÉNONCENT LA RÉPRESSION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

L'attaquant Mehdi Taremi, auteur d'un doublé face à l'Angleterre (défaite de l'Iran 6-2), avait par ailleurs refusé de s'étendre, devant la presse, sur la situation en Iran et les manifestations, réprimées dans le sang, consécutives à la mort le septembre de la jeune Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour ne pas avoir respecté le code vestimentaire strict imposé par le régime.

Plusieurs joueurs iraniens, notamment la star Sardar Azmoun, un des héros de la victoire contre le pays de Galles lors du match précédent (2-0), ont dénoncé la répression sur les réseaux sociaux. Mais beaucoup de sympathisants des manifestants reprochent à la Team Melli son attitude, comme quand elle a été reçue par le président ultraconservateur Ebrahim Raïssi avant son départ pour Doha. Depuis le début de la contestation en Iran, le refus de chanter l'hymne de la République islamique est l'un des leviers des sportifs iraniens pour manifester leur solidarité avec le mouvement.

Le point.fr

Copyright, ATOP. Tous droits réservés